



Conférence Ministérielle de l'OMC



La 6ème Conférence Ministérielle de l'OMC a lieu à Hong-Kong du 13 au 18 décembre. L'ISP participe aux activités organisées autour de cette conférence. Notre intérêt se porte plus particulièrement sur l'impact de l'AGCS (l'Accord Général sur le commerce des services), qui

pourrait accélérer le processus de privatisation et de libéralisation des services publics dans le monde entier. Cet accord remet également en question des lois et des règles importantes qui protègent des groupes de populations, parce qu'elles entraveraient le libre-échange. L'ISP estime que les dispositions de l'AGCS constituent un obstacle important à la campagne en faveur des services publics de qualité.



**Workers' voice
@ WTO**

Workers' Voice @ WTO est un nouveau site Internet qui fournira des

informations quotidiennes tout au long de la conférence de Hong-Kong pour vous permettre de suivre les négociations. Le site relatera également les manifestations et les actions de protestation organisées par les syndicats et les organisations civiles autour de la réunion. Voir <http://workersvoiceatwto.org>.

Le bouleversement démographique annoncé



Bon nombre de pays commencent à faire l'expérience d'un important **changement démographique** qui aura des conséquences non

négligeables, étant donné qu'un très grand nombre de personnes actives atteignent l'âge de la retraite en peu de temps. L'ISP publie un nouveau document qui propose une série de mesures à prendre pour faire face à ce phénomène social imminent. Il traite également des conséquences de la participation croissante des femmes au marché du travail, des incidences du VIH-SIDA dans de nombreux pays et de la migration croissante. Le document est disponible en anglais, français, espagnol et japonais. Voir www.world-psi.org.

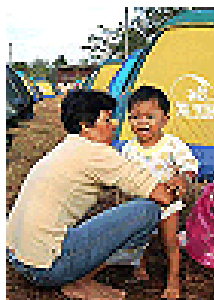
Meilleurs voeux

L'ISP présente ses meilleurs voeux à tous ses affiliés, ainsi qu'à leurs amis et familles, pour les fêtes et pour l'année 2006.

Les bureaux de l'ISP seront fermés du 24 décembre au 2 janvier. Le **Programme des réunions de l'ISP** pour 2006 est désormais disponible sous :

www.world-psi.org/events

Soutien à la solidarité



Les affiliés de l'ISP ont répondu en grand nombre à notre appel à la solidarité suite au tsunami dans l'Océan Indien et au tremblement de terre au Pakistan. Nous avons récemment pu faire un don de 100.000 € pour la reconstruction de logements au Sri Lanka et de 100.000 €

au Fonds de solidarité commun de la CISL pour les centres de travailleurs. Voir www.world-psi.org/tsunami.



A ce jour, nous avons recueilli 90.000 € suite à l'appel pour le tremblement de terre au Pakistan. Nora Wintour, chargée des questions d'égalité à l'ISP, se rendra sous peu au Pakistan et présentera un chèque à

Khursid Ahmed, président de la *All Pakistan Trade Union Federation* et secrétaire général du syndicat WAPDA, un affilié de l'ISP. De concert avec d'autres affiliés de l'ISP de la région, il élabore actuellement une proposition. Pour les informations les plus récentes, voir www.world-psi.org/earthquake.

Stop au SIDA. Tenir sa promesse.



Le Programme des Syndicats mondiaux contre le VIH/SIDA, associé à la Campagne mondiale contre le SIDA, appelle les syndicats mondiaux et tous leurs affiliés à manifester leur engagement et à promettre de lutter contre le VIH et le SIDA dans le cadre de l'action "Stop au

SIDA. Tenir sa promesse". Les syndicats sont particulièrement bien placés pour lutter contre la pandémie, étant donné que le lieu de travail peut constituer une source fondamentale d'information, de prévention, de traitement et de protection des droits. Tout le monde peut participer : engagez-vous à soutenir la campagne et parlez-en autour de vous, à vos amis et à vos collègues. C'est en créant de nouveaux partenariats que nous pouvons faire entendre la voix des travailleurs/euses, et que nous inciterons nos dirigeants politiques à tenir les promesses qu'ils ont faites en nos noms. Nous endiguerons le SIDA uniquement en intensifiant nos efforts, non seulement en matière de prévention et de soins, mais également en nous attaquant aux racines de l'épidémie : la pauvreté, la discrimination, la marginalisation et l'inégalité, notamment en ce qui concerne les femmes. Voir www.worldaidscampaign.info

Informations sur le projet Migration et travailleuses de la santé



Trois réunions de partenariat ont été organisées en 2005 par les coordinateurs nationaux des syndicats participant au Projet de l'ISP « Migration et travailleuses de la santé ». Les réunions ont eu lieu au Kenya, aux Philippines et à la Barbade en septembre, octobre et

novembre, avec des participants du Kenya, d'Afrique du Sud, du Ghana, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, des Pays-Bas, des Philippines, du Sri Lanka, de Fidji, du Japon, de la Barbade, du Chili, de l'Equateur et d'Espagne. L'objectif principal de ces réunions était d'élaborer du matériel d'information utile pour les professionnels de santé migrants avant qu'ils ne prennent leur décision. Ces documents fourniront au personnel de santé migrant des informations sur l'adhésion aux syndicats dans les pays d'accueil, sur leurs droits en général et en matière de travail, sur les conditions de vie, et d'autres informations concernant les coûts et les bénéfices réels de la migration. Pour de plus amples informations, voir www.world-psi.org/migration.

Non à la réforme, oui aux services publics de qualité



La réforme de la fonction publique menée par le gouvernement nigérian comprend un plan de suppression de 3.000 emplois. En novembre, les affiliés de l'ISP ont organisé une manifestation à Abuja, appelant le gouvernement à suspendre le

plan de compression de personnel, et à donner aux travailleurs/euses du secteur public l'occasion de faire des services publics de qualité leur priorité, ce qui rendrait plus efficace la fonction publique. Le président du Comité national de coordination de l'ISP au Nigeria, Chief Nkem Nath

Nwauzer, a déclaré : « Nous pensons que des services publics de qualité atténueront les menaces constantes qui pèsent sur les fonctionnaires en matière d'insécurité de l'emploi due aux licenciements abusifs et injustifiables – quel que soit le gouvernement au pouvoir au Nigeria. Par ailleurs, l'initiative de l'ISP en faveur des services publics de qualité fournira des emplois rémunérés aux jeunes ». Il a exhorté le gouvernement à sensibiliser les membres des syndicats et à mener des campagnes sur les services publics de qualité. Voir <http://allafrica.com/stories/200511210586.html>

Déclaration de Stephen Lewis sur le VIH-SIDA



L'envoyé spécial des Nations Unies pour le VIH/SIDA, Stephen Lewis, a prononcé une déclaration à l'occasion de la Journée mondiale du SIDA, le 1er décembre. Il a souligné qu'il est

important d'obtenir un financement pour le Fonds mondial et a condamné la discrimination dans le domaine de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant. La déclaration est disponible en anglais sur le site Internet de l'ISP www.world-psi.org/StephenLewis.

Les syndicalistes tchèques manifestent pour le Code de Travail

Le 26 novembre, à Prague, 30.000 syndicalistes tchèques ont manifesté en faveur du nouveau projet de Code de Travail du gouvernement. Ce projet garantit des conditions de travail décentes et élimine plusieurs obstacles aux négociations collectives. La Chambre des Députés a adopté le projet, mais les employeurs et le monde économique s'y opposent. Le résident de la Chambre économique tchèque a néanmoins déclaré que les sociaux-démocrates au pouvoir (CSSD) et les communistes de l'opposition (KSCM) sont déjà convenus de le faire aboutir de toute manière. Les employeurs pourraient encore tenter de faire adopter un Code de Travail élaboré par les partis de droite, qui serait axé sur la peur de la perte d'emploi. Les syndicats continueront à manifester contre tout changement au Code.

Accord Général sur les Services Publics



En 2006, l'ISP travaillera en collaboration avec des organisations partenaires en vue de promouvoir un Accord Général sur les Services Publics (AGSP). Cet Accord

encouragerait les gouvernements à s'engager à fournir des services publics de qualité. Il constitue également une alternative à la stratégie de l'OMC contenue dans l'AGCS. De concert avec Consumers International, One World Action et Public World, l'ISP a créé un site Internet sur l'AGSP : www.gapscampaign.org.

Comment faire dérailler l'OMC

Le *Derailler's Guide to the WTO* (Comment faire dérailler l'OMC) élaboré par *Focus on the Global South* est désormais disponible sur le site Internet de l'ISP (en anglais seulement). Il s'agit d'un guide utile sur le fonctionnement de l'OMC, qui donne également une vue d'ensemble complète des points clés qui font l'objet de négociations dans l'actuel cycle de Doha. Certains sujets et certaines perspectives ne seront peut-être pas pertinents pour tous les affiliés de l'ISP, mais le guide permet de replacer chaque question dans son contexte, de manière à voir comment elles s'imbriquent dans le puzzle et dans le programme, même pour ceux qui ne s'intéressent qu'aux services. Voir www.world-psi.org/derailers.

Plan d'action d'UNISON pour des hôpitaux plus propres



Le syndicat britannique UNISON mène une campagne de qualité sur les services d'entretien dans les hôpitaux dans l'objectif de sauver des milliers de vies chaque an. En 1986, il y avait 67.000 postes d'entretien à plein temps au NHS (Service de santé britannique). A présent, il ne reste plus que 36.000 postes à plein temps équivalents. L'insalubrité

des hôpitaux augmente le risque d'infections nosocomiales et est inacceptable tant pour les patients que pour le personnel. Pourtant, le personnel de nettoyage travaillant au NHS a pratiquement diminué de moitié au cours de 18 dernières années. UNISON estime qu'il est indispensable pour le NHS d'engager davantage de personnel de nettoyage mieux formé afin d'améliorer la propreté des hôpitaux. Les hôpitaux doivent disposer d'agents de nettoyage en nombre suffisant, bien formés et équipés, valorisés et rémunérés en tant que membres importants de l'équipe de soins.

Le secrétaire général d'UNISON, Dave Prentis, a déclaré : « l'augmentation vertigineuse des infections nosocomiales coûte au NHS plus de £1 milliard et au moins 5.000 vies par an. Nous voulons désormais cibler les problèmes de sous-traitance et de manque d'effectifs – nous nécessitons plus de personnel d'entretien et suffisamment de matériel si nous voulons atteindre une hygiène décente dans nos hôpitaux ». Voir www.unison.org.uk/healthcare/cleanerhospitals/

L'AGCS et la Loi nationale sur la santé en Afrique du Sud : une mise en garde

Cette nouvelle étude (*The GATS and South Africa's National Health Act : A cautionary tale*) menée par Scott Sinclair, du Canadian Centre for Policy Alternatives, montre que la législation phare en matière de santé en Afrique du Sud est en contradiction avec les engagements contraignants que l'ancien régime de l'apartheid a

négocié avec l'OMC dans le cadre de l'Accord Général sur le commerce des services (AGCS). Ce conflit entre traités menace de fragiliser la législation. S'il n'est pas résolu, il sera notablement plus difficile de répondre aux besoins de la majorité de la population en matière de santé. L'étude explore plusieurs possibilités pour l'Afrique du Sud de résoudre ce conflit en faveur de ses impératifs sanitaires, mais chacune comporte des risques. Le dilemme de l'Afrique du Sud devrait servir d'avertissement pour le monde entier : les responsables politiques en matière de santé, les gouvernements et les citoyens doivent prêter plus d'attention aux négociations en cours à Genève qui visent à élargir la portée de l'AGCS. Cette étude fournit des preuves concrètes des problèmes que peuvent causer les engagements en matière de services à l'OMC pour les politiques de santé redistributives du monde entier. Ce document peut être téléchargé sous www.policyalternatives.ca.

Révision de la Directive de l'UE sur le temps de travail



Lors de sa réunion du 8 décembre, le Conseil européen « emploi, politique sociale, santé et consommateurs » a préconisé la révision

de la Directive de l'UE sur le temps de travail. La directive prévoit une durée maximale de travail de 48 heures par semaine en moyenne. Or, elle pose des problèmes d'interprétation, surtout en ce qui concerne la période de référence pour le calcul et le travail de garde, sans oublier la célèbre clause de renonciation individuelle (*individual opt-out clause*). En 2004, le Conseil a soumis des propositions visant à augmenter la flexibilité des employeurs et non à renforcer la protection des travailleurs/euses. La CES et la FSESP mènent une campagne d'opposition aux révisions, estimant qu'elles transformeront la directive en une simple "liste de tâches". « La FSESP est tout particulièrement préoccupée par la définition du "temps de garde sur le lieu de travail". La Cour européenne de Justice a jugé à trois reprises que ce temps doit être compté comme du temps de travail. Mais le Conseil a décidé de l'ignorer. Il en découle des conséquences très graves pour les fonctionnaires, surtout pour les professionnels de la santé et les pompiers », a déclaré la secrétaire générale de la FSESP, Carola Fischbach-Pyttel.

La Guyane célèbre son héros national



En Guyane, l'Assemblée nationale a déclaré héros national le père du mouvement syndical guyanais, Hubert Nathaniel Critschlow, et le 28 novembre sera désormais considéré comme "la Journée Hubert Nathaniel Critschlow". A l'occasion d'une séance spéciale tenue en son honneur, les députés du parlement membres du gouvernement et de l'opposition lui

ont également rendu hommage pour sa contribution exceptionnelle en faveur des travailleurs/euses, en faveur de la naissance du mouvement syndical en Guyane ainsi qu'au sein du parlement guyanais. Le 28 novembre 2005 a marqué le 100^{ème} anniversaire du début de la lutte héroïque et pionnière pour syndicaliser les travailleurs/euses en Guyane, et Critschlow a joué un rôle clé dans la lutte pour syndicaliser la classe ouvrière. Entre 1917 et 1918, il a réussi à obtenir deux augmentations salariales, notamment une augmentation de 10%, une réduction du temps de travail journalier de 10,5 à 9,5 heures. Il a également amélioré les conditions de travail des travailleurs/euses portuaires. Pour de plus amples informations voir

www.stabroeknews.com/index.pl/article_local_news?id=37647044

Journée Internationale des droits humains

Le 10 décembre, des syndicats du monde entier ont organisé des manifestations en commémoration de la signature de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies le 10 décembre 1948. Voici quelques événements qui ont retenu notre attention :

Recrutement éthique



L'ISP exhorte ses affiliés à participer à la semaine de campagne du 10 au 18 décembre en faveur du recrutement éthique des professionnels de la santé. Les documents d'information concernant la campagne, notamment un dépliant de l'ISP sur le recrutement éthique, des lettres types, un modèle de résolution et une affiche/autocollant, peuvent être téléchargés sur le site Internet de l'ISP www.world-psi.org/migration.

Manifestation à la Maison Blanche pour les droits des travailleurs



«Ho ho, ha ha, arrêtez de saper les syndicats !» : voici ce qu'ont scandé des milliers de protestataires manifestant devant la Maison Blanche, le 8 décembre. Plus de 3.000 personnes ont participé à la manifestation en faveur des droits des travailleurs dans le cadre des célébrations liées à la Journée internationale des droits humains. La directrice générale adjointe de l'AFL-CIO, Linda Chavez-Thompson, a déclaré : «autrefois, les Etats-Unis se dressaient fièrement face au monde comme un pays qui respecte le droit des travailleurs de former des syndicats. Mais aujourd'hui, ce droit est anéanti. Les lois ont été réduites en peau de chagrin par les politiciens de droite, et les entreprises

piétinent les libertés des travailleurs comme s'il s'agissait de leur propre paillason ». Suite au refus de la Maison Blanche d'accepter la pétition sur les droits des travailleurs signée par quelque 100.000 défenseurs, les manifestants ont promis de poursuivre la lutte en scandant « nous reviendrons ! ».

Manifestation et séminaire en Thaïlande

Le 10 décembre, des membres du Thai Labour Solidarity Committee et de la Commission nationale des droits humains ont défilé ensemble du parlement jusqu'au parc Sanamluang pour sensibiliser l'opinion publique et exiger les droits des travailleurs en tant que droits humains. Le lendemain, le Labour Solidarity Committee, le State Enterprise Employees' Relations Confederation (SERC), et la Thai Labour Campaign ont organisé un séminaire sur «les droits des travailleurs, les pauvres et l'action sociale » au Democracy Monument à Bangkok. Ce monument symbolise le début de la monarchie constitutionnelle en 1932 et l'avènement de la démocratie dans le pays.

Le Canada adopte une déclaration sur les droits des travailleurs



Dans le cadre des célébrations de cette année, le *National Union of Public and General Employees* et le TUAC Canada ont élaboré et proclamé une déclaration sur les droits des travailleurs qui affirme que tous les travailleurs ont le droit de former des syndicats et de mener

des négociations collectives pour déterminer les salaires, les conditions de travail et d'emploi. Un exemplaire de la déclaration sur les droits des travailleurs peut être téléchargé sur le site Internet de la NUPGE :

http://www.nupge.ca/publications/workers_bill_of_rights05.pdf

Des lauréats du prix Nobel plaident en faveur des droits humains



A l'occasion de la Journée internationale des droits humains, onze lauréats du Prix Nobel de la paix se sont réunis pour lancer un appel mondial en faveur des droits humains sur le lieu de travail. Leur

déclaration stipule que « toute personne a le droit humain inaliénable et fondamental d'adhérer à un syndicat pour défendre ses intérêts. Le droit de former des syndicats est non seulement proclamé par la déclaration universelle, mais également essentiel pour promouvoir la prospérité économique, la justice sociale et des démocraties solides pour tous ». Téléchargez la déclaration sur le site Internet de l'ISP www.world-psi.org.

Des centaines de travailleurs indonésiens manifestent à l'occasion de la journée des droits humains

Le 10 décembre, lors de la Journée des droits humains, des centaines de travailleurs/euses de l'Association of Indonesian Workers Unions (Aspek) ont organisé une manifestation à Jakarta pour exprimer leur position quant aux conditions des travailleurs. « Refusez les bas salaires, refusez les méthodes de sous-traitance, refusez le travail forcé et l'oppression des travailleurs », ont exigé les travailleurs d'Aspek. Plus tard, ils ont déroulé des banderoles stipulant "Stop à la criminalisation des travailleurs", "Stop au travail des enfants", "Stop aux bas salaires", "Stop à l'esclavage moderne par la sous-traitance" et "Stop à la traite des femmes".

Pensée du jour

La fortune des trois personnes les plus riches du monde est désormais supérieure à l'ensemble des Produits Intérieurs Bruts des 48 pays les moins avancés.

Section réservée aux membres

Le procès-verbal de la réunion du Comité des femmes de l'ISP est désormais disponible pour les membres seulement sur le site Internet de l'ISP, sous Réunions & Réseaux.

Droits humains en 10 langues



Cette affiche, créé par l'AFL-CIO, peut être téléchargée sur le lien suivant :

http://www.solidaritycenter.org/files/D10_poster.pdf

► Si vous ne souhaitez plus recevoir le Flash ISP par courrier électronique, merci de répondre à ce message en mentionnant en objet « unsubscribe ».



www.world-psi.org
psi@world-psi.org
[+33 \(0\)4 5040 6464](tel:+330450406464)